

Vie chère au Burundi : la grogne sociale pousse le pouvoir à lâcher du lest

RFI, 01 mai 2012 Au Burundi, des mesures pour lutter contre la vie chère Le président du Burundi a décidé de frapper fort à l'occasion du 1er mai. Il a annoncé ce 30 avril un train de mesures destinées à lutter contre la vie chère et qui devraient entraîner de fortes baisses des prix. Les taxes vont être suspendues sur 13 produits de base. Les principaux syndicats du pays qui avaient appelé à saisir l'occasion pour manifester contre la cherté de la vie ainsi que la société civile approuvent les annonces du pouvoir. Si ces mesures sont effectives, cela devrait contribuer à diminuer les tensions sociales, estiment-ils.

Le président burundais a annoncé des mesures pour faire baisser les prix. Au Burundi, après la grève générale du 28 mars, des mesures sont annoncées par le président Nkurunziza pour faire baisser les prix des produits alimentaires de base comme le riz, le manioc, les haricots, l'huile de palme ou les pommes de terre, à partir du 15 mai. Après la grève générale du 28 mars, le président burundais apparemment décidé de lâcher du lest malgré des propos très durs à l'encontre du collectif contre la vie chère. Dans un discours à la Nation prononcé, et ce n'est sans doute pas un hasard la veille de la fête du travail, Pierre Nkurunziza a annoncé une série de mesures destinées à lutter contre le fléau de la vie chère : « Beaucoup de choses ont été faites jusqu'ici mais les problèmes liés à l'économie, au développement pas encore trouvés de solutions satisfaisantes. Il est clair que si des mesures urgentes et satisfaisantes ne sont pas prises, la pauvreté risque de submerger la population et tout le pays ». La mesure phare : il va y avoir, à partir du 15 mai, une détaxation totale de 13 produits vivriers, qui vont du manioc au riz en passant par le haricot, l'huile de palme ou les pommes de terre, des produits qui constituent la base de l'alimentation au Burundi et pour lesquels le gouvernement va renoncer à des taxes qui représentent environ 40% de leur valeur. Tharcise Gahungu, le président du COSYBU, la principale centrale syndicale du Burundi à la tête du combat contre la vie chère, a applaudi des deux mains : « Le président vient de détaxer de la TVA et de tous les droits de douanes beaucoup de produits vivriers de base ? Nous espérons que cela va soulager la misère de la population ».